

DE : C.C.E. BRUXEL - COL64 - S.6.COL
A : C.E. WASHINGTON - WASHINGTON
REF: 19:48 28-09-84 000144290 - 000147205

			70	All					
H.D.	D.H.D.	INFO.	TRADE	AGRI.	LEGAL	FIN & DEV.	SCI & ENE.	SUP. AG.	ADM.

DUPLICATA POSSIBLE

TELEX NR 169164 - S 6 - BERL 11/50

432

TELEX HEBDOMADAIRE NR 184 DU 28 SEPTEMBRE 1984 ADRESSE A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

1. INTRODUCTION

LA PLUS GRANDE PARTIE DE LA REUNION DE LA COMMISSION A ETE CONSACREE A LA PREPARATION DES CONSEILS QUI SE TIENDRONT LUNDI ET MARDI PROCHAINS A LUXEMH URG. CES REUNIONS DEVRAIENT, D'UNE PART ACHEVER OU FAIRE PROGRESSER SUBSTANTIELLEMENT LA MISE EN OEUVRE DES CONCLUSIONS DU CONSEIL EUROPEEN SUR LES PROBLEMES BUDGETAIRES (RESSOURCES PROPRES ET DISCIPLINE BUDGETAIRE), CE QUI RENDRAIT POSSIBLE L'ADOPTION DU PROJET DE BUDGET SUPPLEMENTAIRE POUR CETTE ANNEE ET DU PROJET DE BUDGET ORDINAIRE POUR 1985. ELLES DEVRAIENT, D'AUTRE PART, PERMETTRE DE DEGAGER DES POSITIONS COMMUNAUTAIRES SUR LE PLUS GRAND NOMBRE DE PROBLEMES POSSIBLE EN RAPPORT AVEC LES NEGOCIATIONS D'ADHESION.

AU NIVEAU DU CONSEIL, LE COREPER A POURSUIVI ACTIVEMENT LA PREPARATION DES TROIS SESSIONS QUI SE TIENDRONT SIMULTANEMENT LUNDI ET MARDI A LUXEMBOURG :

- LES MINISTRES DE L'AGRICULTURE DEVRAIENT SE CONSACRER EXCLUSIVEMENT A LA REORGANISATION DU MARCHÉ DU VIN, QUI BLOQUE -EN FAIT- LES NEGOCIATIONS D'ELARGISSEMENT SUR CE CHAPITRE.
- LES MINISTRES DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES POURSUIVront LEURS TRAVAUX SUR LA MISE EN OEUVRE DE LA DISCIPLINE BUDGETAIRE ET FERONT LE POINT DE L'AVANCEMENT DES TRAVAUX POUR LES BUDGETS 84 ET 85.
- LES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES PREPARERONT LES SESSIONS MINISTERTELLES AVEC L'ESPAGNE ET LE PORTUGAL (AUXQUELLES SERA CONSACREE LA JOURNEE DU MERCREDI), TRAITERONT DE CERTAINS POINTS DES NEGOCIATIONS ACP QUI DEVRAIENT SE CONCLURE LES 9 ET 10 OCTOBRE (ENVELOPPE FINANCIERE, DUREE DE LA CONVENTION, NOTAMMENT) ET REPRENDRONT L'ENSEMBLE DU PAQUET BUDGETAIRE ET FINANCIER DECOULANT DES CONCLUSIONS DE FONTAINEBLEAU.

2. AFFAIRES INTERIEURES

2.1 QUESTIONS BUDGETAIRES

SUR LES QUESTIONS BUDGETAIRES, LA COMMISSION, TOUT EN S'EMPLOYANT A FACILITER LES DERNIERS ACCORDS, ENTEND, S'AGISSANT DE LA DISCIPLINE BUDGETAIRE, VEILLER A CE QUE CETTE RIGUEUR NECESSAIRE SOIT ORGANISEE DANS LE RESPECT DES TRAITES ET DES POUVOIRS DES DIFFERENTES INSTITUTIONS, ET TOUT PARTICULIEREMENT DU PARLEMENT QUI EST L'UNE DES BRANCHES DE L'AUTORITE BUDGETAIRE. CET ELEMENT INSTITUTIONNEL EST D'UNE IMPORTANCE MAJEURE A UN MOMENT OU L'ON SE PREOCCUPE D'UNE RELANCE COMMUNAUTAIRE, COMME EN Temoigne LA PREMIERE REUNION VENDREDI DU COMITE POUR LES QUESTIONS INSTITUTIONNELLES CREE PAR LE CONSEIL EUROPEEN DE FONTAINEBLEAU.

JEUDI, LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DES BUDGETS DU PARLEMENT EN A APPELE AU CONSEIL POUR QU'IL ASSOCIE CELUI-CI AU NECESSAIRE EFFORT DE RIGUEUR BUDGETAIRE ET DE MAITRISE DES DEPENSES COMMUNAUTAIRES, LE METTANT EN GARDE CONTRE LA TENTATION D'UNE ACTION UNILATERALE QUI POURRAIT AVOIR POUR

Western Union International, Inc.
Western Union International, Inc.
Western Union International, Inc.
Western Union International, Inc.
Western Union International, Inc.

Western Union International, Inc.
Western Union International, Inc.
Western Union International, Inc.
Western Union International, Inc.
Western Union International, Inc.

EFFET DE BLOQUEMENT DES MECANISMES BUDGETAIRES
LA COMMISSION DOIT RENDRE PUBLIQUE CE VENDREDI SOIR LA
TENEUR D'UNE LETTRE QU'ELLE ADRESSE AU CONSEIL A LA VEILLE DE
SA PROCHAINE SESSION EN VUE D'EXPRIMER SES PREOCCUPATIONS QUANT
A L'EVOLUTION DES TRAVAUX DU CONSEIL CONCERNANT LA DISCIPLINE
BUDGETAIRE.

2.2 ACIER : PRIX MINIMA

LA COMMISSION A ADOPTE DEFINITIVEMENT SA DECISION SUR LES PRIX
MINIMA APPLICABLES AUX PRINCIPAUX PRODUITS SIDERURGIQUES
PENDANT LE QUATRIEME TRIMESTRE DE CETTE ANNEE. LA DECISION
STIPULE UNE AUGMENTATION MODEREE DE CERTAINS DE CES PRIX (SANS
MODIFICATION POUR LES PROFILES ET LES POUTRELLES). LA
COMMISSION ESCOMPTE ETABLIR DES NIVEAUX DE PRIX STABILISES AU
MOINS POUR LES SIX MOIS A VENIR.

2.3 ESSENCE SANS PLOMB

LA COMMISSION A ADOPTE UNE PROPOSITION COMPLEMENTAIRE VISANT A
DEFINIR DES NORMES COMMUNES POUR L'ESSENCE SANS PLOMB. LA
COMMISSION ENTEND EN EFFET QUE SOIT RESPECTE LE CALENDRIER
CONVENU DANS LE CONSEIL VISANT A ADOPTER AVANT LA FIN DE
L'ANNEE LES REGLES COMMUNES POUR L'ESSENCE SANS PLOMB ET LA
REDUCTION DES EMISSIONS POLLUANTES DES VOITURES.

LA COMMISSION NE PROPOSE UNE DEFINITION DE L'INDICE D'OCTANE
ETATS MEMBRES DEVRAIENT -SELON LE CALENDRIER PROPOSE- PRENDRE
TOUTES DISPOSITIONS POUR QUE LES DEUX ESSENCES SOIENT
DISPONIBLES SUR LEUR TERRITOIRE A PARTIR DU 1ER JUILLET 1989 AU
PLUS TARD.

3. ELARGISSEMENT

LA COMMISSION ESCOMPTE QUE LES PROGRES REALISES LE 18 SEPTEMBRE
SUR LA PROPOSITION GLOBALE PREPAREE PAR LA PRESIDENCE
IRLANDAISE SERONT CONFIRMES ET QU'UNE DECISION INTERVIENDRA
DANS LE CONSEIL. CETTE PROPOSITION VISAIT QUATRE DOSSIERS
SENSIBLES : L'HUILE D'OLIVE, LES ALLOCATIONS FAMILIALES DES
TRAVAILLEURS MIGRANTS (DOSSIERS INTERESSANT LES DEUX PAYS
CANDIDATS), LES MODALITES D'ELIMINATION DES HAUTS TARIFS
ESPAGNOLS, ET, POUR LE PORTUGAL, LES MODALITES D'IMPORTATION DU
SUCRE EN PROVENANCE DE CERTAINS PAYS ACP.

AU NIVEAU DE LA COORDINATION, LE CONSEIL DEVRAIT S'ATTACHER
PRINCIPALEMENT A DEFINIR DES POSITIONS COMMUNES SUR LES
PROBLEMES DE LA PECHE POUR L'ESPAGNE ET LE PORTUGAL, DE
L'AGRICULTURE POUR L'ESPAGNE ET DE LA TVA/ACORRES POUR LE
PORTUGAL.

ENFIN, LE CONSEIL AURAIT EN CADRE RESTREINT, UN ECHANGE DE VUES
SUR UN 'CONSTAT D'ACCORD' ENTRE LE PORTUGAL ET LA COMMUNAUTE
PRESENTE PAR LE GOUVERNEMENT PORTUGAIS A LA PRESIDENCE.

4. RELATIONS EXTERIEURES

4.1 HONG KONG

LE 26 SEPTEMBRE A NEW YORK, DANS LE CADRE DE LA COOPERATION
POLITIQUE, LES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES DES DIX ONT
ADOPTE LA DECLARATION SUIVANTE SUR L'ACCORD PASSE ENTRE LE
ROYAUME-UNI ET LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE AU SUJET DE
L'AVENIR DE HONG KONG :

'THE EUROPEAN COMMUNITY WELCOMES THE INITIALLING OF THE
AGREEMENT ABOUT THE FUTURE OF HONG KONG BETWEEN THE
GOVERNEMENTS OF THE UNITED KINGDOM AND THE PEOPLE'S REPUBLIC OF

Inte

Western Union International, Inc.

International Telex

national, Inc.

International Telex

Western Union International

Western Union International

CHINA. THIS IS AN IMPRESSIVE ACHIEVEMENT WHICH AUGURS WELL FOR THE FUTURE OF HONG KONG AS A PROSPEROUS AND VIBRANT COMMUNITY. AS A RESULT OF THIS AGREEMENT, THE COMMUNITY LOOKS FORWARD TO MAINTAINING A CLOSE AND FRUITFUL RELATIONSHIP BOTH WITH THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA AND WITH THE FUTURE HONG KONG SPECIAL ADMINISTRATIVE REGION ON THE BASIS OF ITS CONTINUING PARTICIPATION IN INTERNATIONAL ECONOMIC ARRANGEMENTS."

4.2 RELATIONS AVEC L'AELE

LE 21 SEPTEMBRE, DES HAUTS FONCTIONNAIRES DES PAYS DE L'AELE ET DE LA COMMISSION SE SONT REUNIS A BRUXELLES POUR EXAMINER L'APPLICATION DE LA DECLARATION CONJOINTE DE LUXEMBOURG CONCERNANT LA COOPERATION FUTURE ENTRE LES PAYS DE L'AELE ET LA COMMUNAUTE.

DANS UN PREMIER STADE LES DISCUSSIONS ONT PORTE SUR LES DOMAINES DES OBSTACLES TECHNIQUES AUX ECHANGES ET DES FORMALITES FRONTALIERES, LE DOCUMENT UNIQUE AINSI QUE LES REGLES D'ORIGINE, TOUS LIES A L'APPROFONDISSEMENT DES RELATIONS COMMERCIALES. LES RESULTATS DE LA REUNION SERONT SOUMIS POUR CONSIDERATION AUX MINISTRES DE L'AELE AINSI QU' AUX REPRESENTANTS DE LA COMMISSION (LE PRESIDENT THORN ET LE VICE-PRESIDENT HAFERKAMP LORS DE LEUR REUNION LE 6 NOVEMBRE A GENEVE.

4.3 ACCORDS DE COOPERATION

A) ASEAN

LE CONSEIL DEVRAIT AUTORISER LA SEMAINE PROCHAINE L'OUVERTURE DE NEGOCIATIONS POUR L'ELARGISSEMENT DE L'ACCORD DE COOPERATION CEE/ANASE A BRUNEI DARUSSALAM (BRUNEI EST DEvenu UN ETAT INDEPENDANT ET A ADHERE A L'ANASE EN JANVIER DERNIER. CETTE ASSOCIATION COMPREND L'INDONESIE, LA MALAISIE, LES PHILIPPINES, SINGAPOUR ET LA THAILANDE).

B) YEMEN

LE CONSEIL DEVRAIT AUTORISER LA SEMAINE PROCHAINE LA SIGNATURE DE L'ACCORD DE COOPERATION AVEC LA REPUBLIQUE ARABE DU YEMEN.

C) CHINE

COMME PREVU (NOTRE DERNIER TELEX), LE VICE-PRESIDENT HAFERKAMP DEVRAIT PARAPHER A PEKIN LE NOUVEL ACCORD ECONOMIQUE ET COMMERCIAL CEE/CHINE.

4.4 COMITE PARITAIRE ET ASSEMBLEE CONSULTATIVE ACP-CEE

(LUXEMBOURG 17/21.9)

CONTRAIREMENT AUX REUNIONS DE BERLIN ET BRAZZAVILLE, LES REUNIONS DE LUXEMBOURG SE SONT PASSES DANS LE CALME, CECI A DEUX SEMAINES DE LA DERNIERE REUNION MINISTERIELLE DANS LE CADRE DES NEGOCIATIONS DE LOME III. LES PARLEMENTAIRES EUROPEENS, RELATIVEMENT PREPARES QUANT AUX ENJEUX DE CELLES-CI, N'ONT SOUTENU QU'AVEC DISCERNEMENT LES DEMANDES ACP, A L'EXCEPTION DES GROUPES COMMUNISTE ET ARC-EN-CIEL. LES ACP PAR CONTRE, SANS DRAMATISER LE DEBAT, ONT ESSAYE DE FAIRE PASSER CERTAINES DE LEURS POSITIONS DE NEGOCIATIONS PAR DES AMENDEMENTS AUX RESOLUTIONS.

LES DISCUSSIONS SE SONT CONCENTREES SUR LES PRINCIPAUX DOMAINES DANS LESQUELS LES NEGOCIATIONS N'ONT PAS ENCORE ABOUTI A UN ACCORD : POLITIQUE COMMERCIALE (LIBRE ACCES INTEGRAL, REGLES D'ORIGINE ET CLAUSE DE SAUVEGARDE), VOLUME FINANCIER DU 6EME FED, POLICY DIALOGUE, STABEX, SYSMIN ET LES INVESTISSEMENTS PRIVES.

LE SUCRE N'A PAS MANQUE D'ETRE EVOQUE PAR LES ACP QUI ONT CONCENTRE LEURS EFFORTS SUR LES 300.000 T. QUE LE PORTUGAL SOUHAITE CONTINUER A IMPORTER DES ACP APRES SON ADHESION. AUTRES SUJETS DISCUTES : L'ENVIRONNEMENT (SENSIBILISATION PLUS

GRANDE, MAIS TOUT PEU DE MOYENS. PAR CONTRE, LES DISPOSITIONS
DANS L'OMC III), LA REVISION DE LA CHARTRE (ADOPTION SANS GRANDE DISCUSSION DE LA
RESOLUTION ETABLIE A BRAZZAVILLE) ET MISSION D'ENQUETE EN
AFRIQUE AUSTRALE.

4.5 NATIONS UNIES

A) ASSEMBLEE GENERALE

LA 39EME SESSION S'EST OUVERTE LE 18 SEPTEMBRE A NEW YORK. MR
BARRY, PRESIDENT EN EXERCICE DU CONSEIL, A PRESENTE MARDI 25 LE
POINT DE VUE DE LA COMMUNAUTE ET DE SES ETATS MEMBRES DANS LE
DEBAT GENERAL. IL A SOULIGNE L'ATTACHEMENT DES DIX A LA CHARTE
DES NATIONS UNIES, AU DROIT DES PEUPLES A LA SECURITE ET A
L'INDEPENDANCE, AUX DROITS DE L'HOMME, AU DIALOGUE DANS LES
RELATIONS INTERNATIONALES, LE DIALOGUE ET LA COOPERATION ETANT
AUSSI LA CLE D'UN DEVELOPPEMENT PLUS EQUITABLE ET PLUS
EQUILIBRE ET DU PROGRES ECONOMIQUE POUR TOUS.

DANS LA PARTIE PROPREMENT 'COMMUNAUTAIRE' DE CETTE
INTERVENTION, M. BARRY A DIT QU'IL IMPORTAIT QUE LES RETOMBEES
DE LA REPRISE ECONOMIQUE BENEFICIENT AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT
AUSSI BIEN QU'AUX PAYS INDUSTRIALISES. AU NORD COMME AU SUD, IL
FAUT S'ATTACHER AU PROBLEME DU SOUS-EMPLOI. L'INTERDEPENDANCE
ENTRE PAYS ET REGIONS NE CESSE D'AUGMENTER : LES POLITIQUES DES
UNUS ONT DES CONSEQUENCES POUR LES AUTRES. LES PROBLEMES DES
PAYS DU SUD DOIVENT ETRE ABORDES DANS LEUR TOTALITE ET AVEC UNE
VISION A LONG TERME. AU SUJET DE L'ENDETTEMENT, M. BARRY A
INDIQUE QUE TOUS LES PAYS AVAIENT DES RESPONSABILITES, IL Y A
CEPENDANT UN LIEN ENTRE L'ENDETTEMENT ET LE DEVELOPPEMENT, ET
LES EFFORTS D'ADAPTATION ECONOMIQUE DES PVD DOIVENT RECEVOIR
L'APPUI DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE.

B) VISITES DE M. PISANI A NEW YORK

M. PISANI A EFFECTUE UNE VISITE AUX NATIONS UNIES LE 21
SEPTEMBRE AU COURS DE LAQUELLE IL A RENCONTRE LE SECRETAIRE
GENERAL, M. PEREZ DE CUELLAR, M. RIPERT, DIRECTEUR GENERAL POUR
LE DEVELOPPEMENT ET LA COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE ET
M. MORSE, ADMINISTRATEUR DU PNUD. M. PISANI A EGALEMENT
RENCONTRE PLUSIEURS REPRESENTANTS DES PVD.

LES PROBLEMES DE L'AFRIQUE AINSI QUE LES QUESTIONS NORD-SUD ONT
ETE ABORDES EN GENERAL ET DANS LE CONTEXTE DES TRAVAUX DE LA
PRESENTE SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE. UN ECHANGE DE VUES
SUR LES POSSIBILITES D'ETABLIR UNE EVENTUELLE COOPERATION AVEC
LE PNUD AU NIVEAU DES PROJETS A EN OUTRE EU LIEU.

4.6 FONDS MONETAIRE

LE COMITE INTERIMAIRE DU F.M.I. S'EST REUNI A WASHINGTON LE 23
SEPTEMBRE SOUS LA PRESIDENCE DE M. DE CLERCQ, MINISTRE DES
FINANCES DE BELGIQUE. LE VICE-PRESIDENT ORTOLI Y REPRESENTAIT
LA COMMISSION.

DES DECISIONS IMPORTANTES ONT ETRE PRISES CONCERNANT L'ACCES
AUX RESSOURCES DU F.M.I. IL A ETÉ DECIDE DE POURSUIVRE EN 1985,
LA POLITIQUE D'ACCES ELARGI, MISE EN PLACE EN 1980, ET QUI
PERMET AUX ETATS MEMBRES, TEMPORAIREMENT, DE MOBILISER DES
RESSOURCES AU-DELA DE LEURS QUOTE-PARTS. LES LIMITES D'ACCES
ONT CEPENDANT ETÉ REDUITES ET ONT ETÉ FIXÉES A 95 O/O DE LA
QUOTE PART SUR UNE BASE ANNUELLE, A 280 O/O SUR UNE BASE
TRIANNUELLE, ET A 408 O/O SUR UNE BASE CUMULATIVE.
EXCEPTIONNELLEMENT CES POURCENTAGES POURRONT S'ELEVER A
RESPECTIVEMENT 115 O/O, 345 O/O ET 450 O/O DES QUOTAS.

BIEN QU'UNE MAJORITE DE PAYS SE SOIENT PRONONCES EN FAVEUR D'UNE ALLOCATION, FUT-ELLE MODESTE, DE DROITS DE TIRAGE SPECIAUX (D.T.S) POUR LA PERIODE 1985-1986, LA MAJORITE PONDEREE NECESSAIRE (85 O/O) POUR EN DECIDER N'A PU ETRE REUNIE. LA QUESTION DEMEURE CEPENDANT SOUS EXAMEN.

LE COMITE A CONVENU D'ETUDIER LORS DE SA REUNION D'AVRIL 1985, DANS UNE OPTIQUE A MOYEN TERME ET DANS LE CONTEXTE DE L'ENVIRONNEMENT FINANCIER MONDIAL ET DES MOYENS ACTUELLEMENT ENVISAGES POUR RESOUDRE LES PROBLEMES D'ENDETTEMENT, CERTAINES QUESTIONS SE RAPPORTANT AUX EFFORTS D'AJUSTEMENT ET AUX PERSPECTIVES DE BALANCE DES PAIEMENTS.

4.7 FINANCES ET DEVELOPPEMENT

LE SAMEDI 22 SEPTEMBRE M. PISANI A PARTICIPE A WASHINGTON A UNE REUNION DES PRESIDENTS DES INSTITUTIONS FINANCIERES MULTILATERALES, CONSACREE AUX EFFORTS DE CES INSTITUTIONS POUR ACCROITRE LES FLUX DE RESSOURCES VERS LES PVD.

L'APRES-MIDI IL A RENCONTRE M. CLAUSEN, PRESIDENT DE LA BANQUE MONDIALE ET M. E. STERN, VICE-PRESIDENT. LES PRINCIPES D'UNE COORDINATION PLUS OPERATIONNELLE DES ACTIVITES DES DEUX INSTITUTIONS, Y ONT ETE DECIDES.

LE DIMANCHE M. PISANI A ASSISTE, COMME OBSERVATEUR, A LA REUNION DU COMITE DE DEVELOPPEMENT BIRD-FMI DONT LE THEME PRINCIPAL ETAIT L'AFRIQUE SUR BASE D'UN DOCUMENT PREPARE PAR LA BANQUE ET INTITULE 'POUR UN DEVELOPPEMENT STABLE EN AFRIQUE AU SUD DU SAHARA : UN PROGRAMME D'ACTION CONJOINT'.

LUNDI UNE RENCONTRE A ETE ORGANISEE AVEC M. MAC PHERSON, DIRECTEUR DE L'US AGENCY FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT. IL Y A ETE CONVENU D'ORGANISER DES ECHANGES D'INFORMATION PLUS SYSTEMATIQUES NOTAMMENT EN MATIERE D'AIDE ALIMENTAIRE ET DE POLITIQUES SECTORIELLES EN AFRIQUE.

4.8 OCDE : COMITE EXECUTIF EN SESSION SPECIALE 13/14 SEPTEMBRE

CETTE REUNION A EXAMINE PLUSIEURS THEMES, PARMIS LESQUELS :

- LES EVOLUTIONS RECENTES DE LA SITUATION ECONOMIQUE, NOTAMMENT EN CE QUI CONCERNE LA DICHOTOMIE ENTRE LA FORTE REPRISE ECONOMIQUE AUX ETATS-UNIS ET LES FAIBLESSES DE L'ECONOMIE EUROPEENNE.
- LES PROBLEMES D'ENDETTEMENT ET LES CARACTERISTIQUES D'UN EVENTUEL DIALOGUE AVEC LES PVD LES PLUS ENDETTEES.
- LES TENDANCES A LA BILATERALISATION DES ECHANGES INTERNATIONAUX ET LES POSSIBILITES DE PROGRES EN MATIERE DE NOUVELLES NEGOCIATIONS COMMERCIALES MULTILATERALES.
- LES RELATIONS AVEC LES PVD DANS LE CONTEXTE DES PROCHAINES REUNIONS INTERNATIONALES.

4.9 PVDNA : RAPPORT 1983 ET ORIENTATIONS 1985

LA COMMISSION A APPROUVE LE RAPPORT D'EXECUTION POUR 1983 DONT IL RESSORT QUE L'AIDE A BIEN BENEFICIE AUX POPULATIONS RURALES PAUVRES DES PAYS EN DEVELOPPEMENT AUX BESOINS LES PLUS AIGUS ET QUE L'EXPERIENCE ACQUISE PRECEDEMMENT A PU ETRE PRISE EN COMPTE POSITIVEMENT DANS LA DEFINITION DES PROGRAMMES ULTERIEURS, NOTAMMENT POUR LA PREPARATION ET L'ETUDE PREALABLE DES PROJETS.

LES ORIENTATIONS DE 1984 S'ETANT AVEREES BIEN ADAPTEES AUX OBJECTIFS POURSUIVIS, LA COMMISSION PROPOSE DE LES RECONDUIRE POUR 1985, Y COMPRIS QUANT A LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE.

4.10 STATUT DES 'VOLONTAIRES' DANS LES PAYS DU TIERS MONDE

AT THE INFORMAL MEETING OF SOCIAL AFFAIRS AND EMPLOYMENT
MINISTERS HELD IN DUBLIN ON 20/21 SEPTEMBER, MR RICHARD RAISED
THE PROBLEM OF SOCIAL SECURITY BENEFITS FOR RETURNING
VOLUNTEERS. MANY OF THE 10.000 OR SO VOLUNTEERS FROM MEMBER
STATES CURRENTLY WORKING IN THIRD WORLD COUNTRIES FIND
THEMSELVES INELIGIBLE FOR UNEMPLOYMENT AND HEALTH BENEFITS WHEN
THEY RETURN TO THEIR COUNTRIES OF ORIGIN. THE COMMISSION
SERVICES HAVE BEEN IN CONSULTATION WITH REPRESENTATIVES OF
NON-GOVERNMENTAL ORGANISATIONS IN THIS REGARD AND MR RICHARD
INFORMED HIS COLLEAGUES AT THE COUNCIL MEETING THAT HE HOPED
THE COMMISSION WOULD BE ABLE TO PUT A DRAFT RECOMMENDATION
BEFORE THE COUNCIL VERY SHORTLY. THE RECOMMENDATION WOULD SEEK
TO GIVE GREATER PROTECTION TO VOLUNTEERS, THEREBY ENCOURAGING
MORE PEOPLE TO OFFER THEMSELVES FOR SERVICE IN THE THIRD WORLD.

4.11 ACCORDS TEXTILES

BANGLADESH

CONSULTATIONS WITH BANGLADESH TOOK PLACE IN DHAKA ON 15-18
SEPTEMBER WITH A VIEW TO REACHING AGREEMENT ON THE INTRODUCTION
OF QUANTITATIVE LIMITS ON BANGLADESH'S EXPORTS OF SHIRTS TO
FRANCE AND THE U.K. THE TWO SIDES WERE NOT ABLE TO AGREE AT
THIS STAGE AND CONTACTS BETWEEN THE EC AND BANGLADESH ARE BEING
MAINTAINED IN ORDER TO SETTLE A DATE FOR THE RESUMPTION OF THE
CONSULTATIONS.

CHINA

CONSULTATIONS WITH CHINA TOOK PLACE IN BRUSSELS ON 13 AND 14
SEPTEMBER. AGREEMENT WAS REACHED ON PARTIAL ACCEPTANCE OF
CHINESE REQUESTS FOR ALTERATIONS IN QUOTAS FOR 1984. CHINA
UNDERTOOK TO CONSULT EEC IN FUTURE SO AS TO AVOID EXCEEDING
QUOTAS AS IN 1983 AND 1984. IT WAS AGREED TO EXCHANGE
INFORMATION ON THE OPERATION OF ARTICLES IN AGREEMENT WHICH ARE
BENEFICIAL TO EEC INDUSTRY. FURTHER CONSULTATIONS WILL BE HELD
IN CHINA NEXT YEAR.

PORTUGAL

LE CONSEIL A ETE INFORME PAR LE VICE-PRESIDENT DAVIGNON DE
L'EVOLUTION DES NEGOCIATIONS CONCERNANT LES DEMANDES
D'ADAPTATION PRESENTEES PAR LE PORTUGAL. LE COREPER A ETE
INVITE A SE SAISIR DU DOSSIER POUR ABOUTIR A UNE OFFRE QUE LA
COMMUNAUTE POURRAIT PRESENTER AUSSITOT QUE POSSIBLE AU
PORTUGAL.

4.12 USA : WINE EQUITY BILL

LA COMMISSION A EXPRIME PUBLIQUEMENT SES PREOCCUPATIONS POUR
LES CONSEQUENCES DU PROJET SOUMIS AU CONGRES ET DEJA APPROUVE
PAR LE SENAT QUI CONSTITUE UNE GRAVE MENACE POUR LES
EXPORTATIONS DE VIN DE LA COMMUNAUTE, PRINCIPAL PRODUIT
AGRICOLE EXPORTE VERS LES USA.

LA COMMISSION A CONTESTE LA COMPATIBILITE DES MESURES
ENVISAGEES AVEC LES REGLES DU GATT, PARTICULIEREMENT LA
RECIPROCITE SECTORIELLE QUI EST CONTRAIRE AU CONCEPT DE LA
RECIPROCITE GLOBALE, A LA BASE MEME DU SYSTEME DE LIBRE-ECHANGE
MULTILATERAL.

LA COMMISSION EXPRIME L'AVIS QUE LA MESURE ENVISAGEE
RENFORCERAIT LES PRESSIONS DANS LA COMMUNAUTE POUR DES MESURES
DE PROTECTION CONTRE LES EXPORTATIONS AGRICOLES DES USA VERS LA
COMMUNAUTE, ALORS QUE LA BALANCE DE CES ECHANGES REPRESENTE UN
DESEQUILIBRE CONSIDERABLE EN FAVEUR DES USA.

UN COMMUNIQUE A LA PRESSE PUBLIE JEUDI SOIR CONCLUT :
"FACED WITH SUCH MEASURES, THE COMMISSION WOULD PROPOSE TO
THE EC COUNCIL OF MINISTERS TO ACT IMMEDIATELY SO AS TO OFFSET
THE INJURY THAT WOULD BE CAUSED. WE CANNOT OF COURSE IN THESE
CIRCUMSTANCES ANTICIPATE WHICH IMPORTS WOULD BE AFFECTED.
CLEARLY, GIVEN THE HUGE AGRICULTURAL TRADE SURPLUS WHICH THE
UNITED STATES HAS WITH THE COMMUNITY, AGRICULTURAL GOODS WOULD
BE A CANDIDATE. BUT THIS FIELD IS NOT OF COURSE LIMITED TO
MAJOR STAPLE COMMODITIES - IT ALSO INCLUDES SUCH ITEMS AS
CITRUS FRUIT, RAISINS AND WALNUTS.

4.13 CONTINGENTS GATT VIANDE BOVINE

CONFORMEMENT AUX ENGAGEMENTS ANNUELS SOUSCRITS PAR LA
COMMUNAUTE DANS LE CADRE DU GATT, LA COMMISSION PROPOSE DE
RETENIR EN 1985 LA MEME REPARTITION QUE L'ANNEE PASSEE POUR LE
CONTINGENT TARIFAIRE DE 50.000 T. DE VIANDE BOVINE CONGEELE ET
DE RECONDUIRE EGALEMENT EN 1985 LES REGIMES D'IMPORTATION POUR
LES VIANDES DE HAUTE QUALITE (29.800 T.) ET POUR LA VIANDE DE
BUFFLE (2.250 T.).

4.14 BOIS TROPICAUX

LA COMMUNAUTE ET SES ETATS MEMBRES ONT SIGNE LE 29 JUIN 1984
L'ACCORD INTERNATIONAL DE 1983 SUR LES BOIS TROPICAUX DONT LA
RATIFICATION DEVRAIT INTERVENIR LE 30 SEPTEMBRE.

64215 EURCOM UW
21877 COMEU B